

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°80 - 18 juin 2011

Répondre aux attentes sociales !

- Politique - Au Parti Socialiste - Primaires socialistes -

Date de mise en ligne : dimanche 19 juin 2011

Démocratie & Socialisme

« La colère gagne aussi les salariés des PME » titrait le journal Sud-Ouest le 13 juin dernier. Et de décrire toute une série de conflits dans des entreprises peu habituées à faire grève. Des grèves sur les salaires et sur les conditions de travail. La gauche en général, les socialistes en particulier doivent entendre ce qui monte du pays. Les salaires bloqués depuis trop longtemps, l'inflation qui redémarre, les prix de l'essence et du gaz qui grimpent : c'en est assez pour une majorité de salariés et de retraités.

Bien sûr, « il faut avoir confiance en la démocratie sociale » (titre de l'article de François Hollande dans le Monde du 15 juin). Mais il ne suffit pas de dire que ce qui relève de la négociation sociale est du ressort des « acteurs sociaux ». Avec un rapport de forces rendu défavorable par le poids du chômage, le consentement d'un syndicat à une mesure anti-sociale, n'en est pas une justification. Dans un pays où le Medef refuse obstinément toute vraie négociation, un pouvoir politique de gauche devra être volontariste.

François Hollande propose une conférence sociale au lendemain des scrutins de 2012 mais en omettant de mettre à l'ordre du jour de cette conférence la question des salaires. Le projet socialiste adopté par la PS parle d'une *conférence salariale* annuelle, la première secrétaire du PS, Martine Aubry, n'a pas oublié de parler des salaires bloqués pour de très nombreux salariés lors de son émission du 16 juin sur TF1. Tant mieux ! Revaloriser le pouvoir d'achat du SMIC, limiter les écarts de rémunération (1 à 20) : voilà ce qui devra être un des axes de la campagne des socialistes.

Fixer le SMIC à 1 600 euros dès le 1er juillet 2012 serait une mesure pesante en faveur d'une hausse de 200 euros pour tous les salaires. 75 % des conventions collectives concernant 8,5 millions de salariés ont des minima inférieurs au Smic, record historique ! Faire en sorte qu'aucune convention collective ne comporte des minima en dessous du SMIC et, lors de l'extension des conventions collectives (qui relève de l'État), imposer des grilles précises pour les carrières de chaque métier et les actualiser avec coefficients et échelons qui garantiront l'égalité femmes-hommes ainsi que le niveau des salaires et leur évolution : voilà quelques mesures qui s'imposent si l'on veut commencer à rééquilibrer le rapport entre le travail et le capital.

François Hollande et Manuel Valls nous parlent déjà de l'ampleur des déficits publics qui nous empêcheraient toute politique salariale offensive. Mais, pourquoi faudrait-il que les peuples paient pour les dettes contractées par les États pour sauver les banques ? Les banques refont des bénéfices (et continuent à spéculer). Alors assez ! Elles doivent payer ! Le contrôle public sur le secteur bancaire est d'une actualité brûlante !